

La crise dans la Corne de l'Afrique: Réunion de suivi

Déclaration de M. Jacques Diouf, Directeur général de la FAO

Rome, 18 août 2011

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Honorables délégués,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Pendant les trois semaines qui se sont écoulées depuis notre dernière réunion, la crise dans la Corne de l'Afrique s'est aggravée et est devenue dramatique. La famine a été déclarée dans trois autres zones de la Somalie et il est probable qu'elle s'étende au sud de ce pays d'ici la fin du mois d'août. L'Éthiopie et le Kenya continuent de voir des flux considérables de personnes traverser leurs frontières, alors qu'ils s'efforcent eux-mêmes de faire face aux effets de la sécheresse.

Cette crise est le résultat d'une combinaison complexe de plusieurs facteurs. Dans une sous-région où 80 pour cent de la population tire sa subsistance des cultures et de l'élevage, mais où seulement 1 pourcent des terres arables sont irriguées contre 7 pourcent en Afrique et 38 pour cent en Asie, certaines zones n'ont connu que deux années de bonne pluviométrie pendant les cinq dernières. Les pâturages et les points d'eau ont été considérablement affectés et la production agricole a été réduite, même dans les zones les plus productives de la Somalie. Le sous-investissement, la dégradation des ressources et les conflits ont exacerbé ces graves problèmes.

Les agences humanitaires ont intensifié leurs efforts pour atteindre les plus démunis. Les secours parviennent lentement dans les zones touchées et les besoins immédiats sont progressivement assurés. Cependant, il nous faut aussi penser à aider ces populations à construire un avenir. Aujourd'hui, nous devons certes sauver des vies, mais, il est de notre devoir de contribuer en même temps à la reconstruction de moyens de subsistance durables afin d'éviter d'autres catastrophes futures.

Les populations de la Corne de l'Afrique ont fort heureusement fait des efforts méritoires pour résister aux crises; mais aujourd'hui, leurs moyens sont totalement dépassés par les besoins résultant de l'effet conjugué de la sécheresse, des prix élevés des denrées alimentaires et des conflits.

Ensemble, nous pouvons faire beaucoup pour renforcer la capacité de résistance des agriculteurs à la sécheresse, qui n'est pas une nouveauté dans la région, mais dont l'intensité, la gravité et la fréquence sont susceptibles d'augmenter dans les années à venir du fait de l'impact du changement climatique.

Nous devons veiller à ce que la nourriture soit disponible et accessible immédiatement aux populations à la fois par l'aide alimentaire, le travail contre rémunération ainsi que par des remises d'espèces sans condition.

Il faut également soutenir les initiatives visant à réduire la pression exercée sur des ressources naturelles déjà limitées. Il s'agit notamment du déstockage commercial, de l'achat et de l'abattage de bétail. Mais il faut aussi permettre l'accès aux abris, à l'eau, aux fourrages, aux aliments et suppléments nutritionnels pour des animaux d'élevage. De plus, il est nécessaire de soutenir les services de santé animale basés dans les zones communautaires, ainsi que les interventions des institutions publiques du secteur.

En outre, il est important, dans la perspective des pluies d'octobre, de commencer à rebâtir les moyens de subsistance pour les éleveurs par une reconstitution stratégique des troupeaux, et pour les cultivateurs par l'appui à la production agricole à petite échelle, grâce à la fourniture de systèmes d'irrigation, de semences de qualité, d'engrais et de techniques agricoles améliorées. Ces activités devront se poursuivre jusqu'à la saison des pluies du printemps 2012.

La situation à laquelle nous faisons actuellement face est malheureusement le résultat de trois décennies de sous-investissement dans l'agriculture et le développement rural, alors que les infrastructures pour l'accès à l'eau, le stockage, les routes et les transports devraient constituer la première priorité des gouvernements et des donateurs.

Les pays africains ont adopté le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et trois pays de la Corne de l'Afrique : l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda, ont préparé un plan national d'investissement dans l'agriculture, approuvé à la fois par leurs gouvernements respectifs et par la communauté des donateurs. Djibouti est actuellement en train de développer une stratégie et un plan d'investissement dans le cadre du PDDAA et le Soudan en a amorcé le processus. Les autres pays de la région vont s'engager aussi dans la même voie.

Il existe également d'autres dispositifs adoptés par les gouvernements qui doivent favoriser les investissements : la Stratégie quinquennale de la FAO pour la Somalie et le Plan de réhabilitation du secteur de la sécurité alimentaire de la République du Soudan du Sud. Notamment, de plus, le rapport, adopté à l'unanimité de la conférence de haut niveau de Syrte sur l'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique, a identifié les investissements nécessaires dans chaque pays, pour le contrôle des ressources hydriques destinées à l'agriculture et à l'énergie, avec un budget total de 65 milliard de dollars des États-Unis sur 20 ans.

Ainsi, des plans d'investissement, complets et déjà approuvés, sont disponibles, mais c'est leur financement qui fait défaut. Si les gouvernements et leurs partenaires donateurs n'investissent pas maintenant, la famine épouvantable, que nous tentons de combattre maintenant reviendra à nouveau et ce sera une honte pour la communauté internationale.

Il y a toutefois des initiatives qui sont prises et des premières actions qui sont menées comme celles engagées dans la Corne de l'Afrique par le Premier Ministre de la Turquie et la Présidence Française du G20. Je les salue et m'en réjouis et j'espère que d'autres gestes forts analogues viennent renforcer notre action commune.

Il est de notre responsabilité d'aider de manière efficace les populations de la Corne de l'Afrique touchées par la famine et la sécheresse, car il est inadmissible qu'à notre époque, avec les ressources financières, les technologies et l'expertise à notre disposition, plus de 12 millions de personnes risquent aujourd'hui de mourir de faim.

Il est encore temps d'aider ces femmes, hommes, et enfants à sortir de cette crise par eux-mêmes et de relever les défis futurs en reconstituant des moyens d'existence plus surs, mieux diversifiés et capables de résister aux chocs climatiques .

Je vous remercie de votre aimable attention.